

**Convention collective**

IDCC : 9142. – **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
DE L'HORTICULTURE, PÉPINIÈRES, ARBORICULTURE,  
PRODUCTION DE FRUITS ET DE CHAMPIGNONS  
(CALVADOS)**

**(17 janvier 1991)**

(Etendue par arrêté du 19 mai 1992,  
*Journal officiel* du 2 juin 1992)

■ *Journal officiel* du 5 mars 2010

**Arrêté du 25 février 2010 portant extension d'un accord départe-  
mental de prévoyance des salariés non cadres des exploitations  
et entreprises agricoles de l'horticulture, des pépinières, de  
l'arboriculture, de la production de fruits et de champignons du  
Calvados**

NOR : AGRS1005613A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 2265-15 et suivants  
et R. 2231-1 ;

Vu l'accord départemental de prévoyance du 25 septembre 2009 des sala-  
riés non cadres des exploitations et entreprises agricoles de l'horticulture, des  
pépinières, de l'arboriculture, de la production de fruits et de champignons  
du Calvados ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du  
11 février 2010 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'accord départemental de prévoyance du 25 septembre  
2009 des salariés non cadres des exploitations et entreprises agricoles de  
l'horticulture, des pépinières, de l'arboriculture, de la production de fruits et

de champignons du Calvados sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application professionnel et territorial, sous réserve de l'application, à l'article 8, des dispositions combinées :

- des articles 4 et 8 de l'accord national étendu du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance ;
- et des articles L. 1226-1, D. 1226-1 à 3 du code du travail.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir aux conditions prévues par ledit accord.

## Article 3

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,  
sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/49, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>), au prix de 8,20 €.